Dans un contexte de crise sanitaire, consolidation des politiques de l'emploi à destination des jeunes et utilisation massive de l'activité partielle

En 2020, la crise sanitaire et les mesures de restrictions pour y faire face influent sur l'activité et sur l'emploi. Ce dernier diminue de 1,2 % entre fin 2019 et fin 2020. L'activité partielle atténue fortement les conséquences de la crise et près de 688 450 salariés sont concernés par ce dispositif. Les jeunes sont particulièrement ciblés par les politiques d'emploi, notamment dans le cadre du dispositif #1jeune#1solution.

Après une période d'amélioration de trois ans s'achevant à fin 2017, l'emploi salarié du Grand Est a connu un « plateau » jusque fin 2019. Cette stabilisation de l'emploi sur deux ans a été marquée par des évolutions favorables de la construction et du tertiaire marchand et défavorables dans l'industrie et l'intérim. En une année, de fin 2019 à fin 2020, la hausse des effectifs entre 2014 à 2017 (+ 1,3 %) aura été quasiment effacée en raison des conséquences de la crise sanitaire (- 1,2 %). Avec près de 1 918 000 emplois salariés à fin 2020, la région Grand Est retrouve peu ou prou le niveau d'emploi qu'elle atteignait six ans auparavant (1 923 000 emplois à fin 2014). Sur un an, la baisse de l'emploi est identique dans le Grand Est et en France métropolitaine (- 1,2 % également). Si l'intérim, secteur le plus touché par la crise, subit une baisse un peu moins défavorable dans la région (- 4,4 % contre - 5,5 % au niveau métropolitain), le tertiaire marchand hors intérim (- 2,2 %) et surtout l'industrie (- 2,5 %) perdent de nombreux emplois dans le Grand Est. L'intérim, par lequel s'opère souvent un ajustement des effectifs en période de croissance ou de crise, fluctue beaucoup, à la baisse comme à la hausse, au cours de l'année 2020. En six ans, l'intérim aura finalement progressé dans la région (+ 19 %) tandis que l'industrie (- 8 %) a constamment perdu des emplois.

La baisse de l'emploi aurait, bien sûr, été beaucoup plus sensible si les entreprises de la région n'avaient pu bénéficier de la possibilité de recourir au dispositif de l'activité partielle. Ce dispositif permet le placement de salariés en période d'inactivité, tout en leur conservant une part importante de leur salaire. Entre le

début de la crise sanitaire et la fin 2020, plus de 91 500 établissements ayant déposé des demandes d'activité partielle obtiennent une indemnisation dans le Grand Est. Près de 688 450 salariés, soit un peu moins d'un salarié du secteur privé sur deux, ont ainsi pu être indemnisés de leur perte temporaire d'activité. Environ deux salariés indemnisés sur trois travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés, et majoritairement dans l'industrie, le commerce, le BTP ou l'hébergement-restauration.

Malgré ce dispositif, la crise et les mesures de restriction ont eu une incidence sur le nombre de demandeurs d'emploi. Depuis 2016, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A, c'est-à-dire ceux qui sont sans aucune activité et tenus de rechercher un emploi, s'orientait sensiblement à la baisse (- 3,4 % sur un an au 4^e trimestre 2019, par exemple). Les effets de la crise sanitaire ont renversé cette tendance, et avec 292 800 demandeurs d'emploi de catégorie A à fin 2020, ce nombre est en hausse de 7,6 % sur une année. La progression est plus franche pour les hommes (+ 8,6 %) que pour les femmes (+ 6,6 %).

Si l'on ajoute les demandeurs de catégories B et C, c'est-à-dire ceux également tenus de rechercher un emploi, mais ayant exercé une activité réduite, l'orientation à la hausse sur 2020 reste, dans une moindre mesure, confirmée (+ 4,8 % pour l'ensemble des catégories A, B, C dans le Grand Est). Globalement, l'accroissement est plus fort pour les hommes (+ 6,2 % sur un an) ainsi que pour les jeunes de moins de 25 ans (+ 6,2 % contre + 4,6 % pour l'ensemble des autres

classes d'âge). Près d'un an après le début de la crise, alors que la durée d'inscription à Pôle emploi avait tendance à se réduire en 2019, la tendance s'inverse à nouveau en 2020, avec une hausse annuelle de 8,5 % du nombre de demandeurs inscrits depuis un an ou plus au 4^e trimestre.

Une nouvelle étape pour les politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi recouvrent les interventions publiques sur le marché du travail, qui ont pour objectif d'en améliorer le fonctionnement, d'accroître et préserver l'emploi, ainsi que de réduire le chômage et les discriminations à l'embauche. S'adaptant à la conjoncture, ces mesures connaissent des fluctuations au cours du temps. En 2018 et 2019, elles avaient été recentrées sur l'insertion des publics les plus précaires, via l'investissement dans les compétences pour les moins qualifiés. La crise sanitaire de 2020 a eu pour effet d'accroître la population susceptible d'être concernée par ces politiques, et certaines mesures ont désormais intégré le nouveau cadre du Plan de Relance, notamment celles intervenant le plus en faveur de l'emploi des jeunes.

Maintien des dispositifs antérieurs

Depuis janvier 2018, le parcours emploi compétences (PEC) s'est substitué au CUI-CAE. Les PEC ont subi une transformation qualitative par rapport à l'ancienne formule des contrats aidés : ils poursuivent désormais l'objectif d'une insertion durable dans l'emploi du bénéficiaire. Pour répondre à cet objectif, les PEC combinent mise en situation

professionnelle, accompagnement du bénéficiaire et accès à la formation. Les PEC sont soumis à une prescription par le service public de l'emploi. Après un pic des entrées en PEC en 2016, et un repli en 2018, environ 6 800 personnes en bénéficient dans le Grand Est en 2020 (contre 7 000 en 2019).

Le Contrat Unique d'Insertion (CUICIE) est l'équivalent du contrat unique d'insertion (CUI) pour le secteur marchand. Son objectif est de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Depuis janvier 2018, ces contrats sont uniquement autorisés par les Conseils départementaux dans le cadre des conventions annuelles d'objectifs et de moyens (CAOM), ou dans les régions d'outre-mer. Étant réservés au secteur marchand, ils sont par nature moins nombreux que les PEC. Près de 390 contrats sont signés dans le Grand Est en 2020, soit plus du double qu'en 2019.

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus fragilisées (âge, état de santé, précarité), de bénéficier d'un accompagnement renforcé pour leur retour à l'emploi. L'IAE mobilise pour cela des structures spécialisées, telles que les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou les ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Un peu plus de 32 000 personnes sont entrées dans ces structures en 2020 dans le Grand Est, à peine moins qu'en 2019, majoritairement dans les ACI (60 % des entrées).

Le contrat de professionnalisation offre aux bénéficiaires une formation alternant un enseignement théorique dans un organisme de formation, avec la formation pratique au métier visé. Ce contrat est proposé soit à des jeunes de 16 à 25 ans révolus, soit à des demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, ou des bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou de l'AAH ou encore des personnes ayant bénéficié d'un CUI. Il peut prendre la forme d'un contrat à durée limitée (CDL) ou à durée indéterminée (CDI). En 2020, les effets de la crise sanitaire ont pu avoir une incidence sur les démarches de certains jeunes en demande de contrats d'alternance. Aussi, moins de contrats de professionnalisation sont signés en 2020

qu'en 2019 : environ 6 800 nouveaux contrats dans le Grand Est en 2020, en recul de 44 % sur un an. La baisse des contrats de professionnalisation démarre dès 2019, la priorité accordée à l'apprentissage, sur les contrats de professionnalisation, pouvant être un facteur explicatif.

Renforcement des mesures en direction des jeunes

Dans le cadre de France Relance, le Ministère du Travail lance en novembre 2020 la plateforme #1jeune#1solution afin de permettre aux jeunes de moins de 26 ans recherchant un emploi de trouver soit une formation, soit une mission en entreprise.

Le PACEA (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) s'inscrit dans ce cadre. Tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus le désirent peuvent signer un PACEA. Il s'agit d'un contrat d'engagement réciproque signé entre le jeune et sa Mission Locale, après un diagnostic initial réalisé avec un conseiller. Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une période maximale de 24 mois consécutifs. Chaque phase comporte des périodes de formation ou des situations professionnelles ou des actions spécifiques dans le cadre de l'accompagnement social et professionnel. En fonction de la situation du jeune et de ses besoins, une allocation peut être accordée. En 2020, environ 25 850 entrées en PACEA sont conclues, nombre en progression de 4,1 % par rapport à 2019.

La Garantie Jeunes est l'une des possibilités du PACEA. C'est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Ce dispositif offre aux jeunes un accompagnement, par une mission locale, ainsi qu'une allocation mensuelle. Ils bénéficient également de mises en situation professionnelle. La Garantie Jeunes enregistre 7 570 nouvelles entrées en 2020, nombre en hausse de 3,7 % sur un an.

Autre mesure à destination des jeunes, le contrat d'apprentissage est

un contrat de travail à durée limitée ou à durée indéterminée entre un salarié et un employeur. Il permet aux jeunes, de 16 à 29 ans révolus, de suivre une formation en alternance en entreprise sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage, ainsi qu'un enseignement en centre de formation des apprentis (CFA), pour une durée allant de six mois à trois ans. En raison de la refonte du système d'enregistrement des contrats, aucune donnée n'est disponible au niveau régional pour 2020. Cependant, avec près de 30 830 nouveaux contrats signés, l'année 2019 s'inscrivait en hausse sensible sur un an (+ 15,5 %).

L'emploi franc favorise l'accès à l'emploi des résidents d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV). Une entreprise, quel que soit son lieu d'implantation, peut en effet bénéficier d'une prime pour l'embauche d'un emploi franc en CDI ou en CDD d'au moins six mois. Dans le cadre du plan #1jeune#1solution, le dispositif « emploi franc » permet à toute entreprise ou association, de bénéficier d'une aide à l'embauche pouvant aller jusqu'à 17 000 € pour le recrutement entre le 15 octobre 2020 et le 31 mai 2021 d'un jeune sans emploi de moins de 26 ans résidant dans un QPV. En 2020, 1 750 emplois francs sont créés dans le Grand Est.

D'autres dispositifs encore ont intégré le cadre du plan #1jeune#1solution. Ainsi, l'accompagnement intensif des jeunes (AIJ) réalisé par Pôle emploi vise à aider les demandeurs d'emploi de moins de 30 ans à retrouver plus rapidement un emploi. Près de 12 000 nouveaux bénéficiaires sont entrés en AIJ dans le Grand Est en 2020. Autre exemple de mesure pour accompagner l'emploi des jeunes, à partir du 1er août 2020, l'aide à l'embauche des jeunes (AEJ) peut s'élever jusqu'à 4 000 € pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans à temps complet sur une durée de plus de trois mois. Plus de 10 000 employeurs ont déposé une telle demande d'aides pour environ 18 000 jeunes. ●

Auteur :

Philippe Becquet, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets du Grand Est)

► 1. Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2020			Évolution 2020/2019 ¹		
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	232 290	154 240	50,1	52,7	6,2	8,6
Femmes	231 470	138 610	49,9	47,3	3,3	6,6
Moins de 25 ans	62 160	41 120	13,4	14,0	6,2	7,6
De 25 à 49 ans	277 810	169 950	59,9	58,0	4,7	8,2
50 ans ou plus	123 800	81 770	26,7	27,9	4,3	6,4
Inscrits depuis un an ou plus	232 670	nd	50,2	nd	8,5	nd
<i>dont inscrits depuis plus de 2 ans</i>	<i>134 560</i>	<i>nd</i>	<i>29,0</i>	<i>nd</i>	<i>4,8</i>	<i>nd</i>
Grand Est	463 770	292 840	100,0	100,0	4,8	7,6
France entière	6 008 400	3 815 200	100,0	100,0	4,5	7,5

nd : données non disponibles.

¹ : évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

► 2. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes - Grand Est

	2019	2020	Évolution 2020/2019 (%)
Aides à l'emploi	82 485	nd	///
- Contrats aidés	39 442	39 220	-0,6
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	7 008	6 806	-2,9
Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	185	388	109,7
Insertion par l'activité économique (IAE) ¹	32 249	32 026	-0,7
- Contrats en alternance	43 043	nd	///
Apprentissage	30 827	nd	///
Contrat de professionnalisation	12 216	6 824	-44,1
Accompagnement des jeunes	24 831	25 854	4,1
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	24 831	25 854	4,1
<i>dont Garantie jeunes</i>	<i>7 301</i>	<i>7 573</i>	<i>3,7</i>
Emplois francs	nd	1 750	///

¹ : année glissante de décembre N-1 à novembre N.

nd : non disponible.

/// : absence due à la nature des choses.

Notes :

- les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

- en raison d'un transfert de la gestion des contrats et d'un changement de système d'information, les données 2020 de l'apprentissage ne sont pas encore disponibles.

Source : Dares, extraction du 26/03/2021.